

**DAVID LORION**  
Député de la Réunion

**Membre de la Commission  
du développement durable  
et de l'aménagement du territoire**

126, rue de l'Université  
75 355 Paris 07 SP

Réf. : DL/PHF/BAN

**M. Emmanuel MACRON**  
**Président de la République**  
Palais de l'Élysée  
75 008 Paris

**Paris**, le vendredi 25 septembre 2020

**Monsieur le Président,**

Lors du dernier Conseil européen des ministres de l'Agriculture à Bruxelles, la Commission a refusé de donner une suite favorable à la demande conjointe exprimée par la France, l'Espagne et le Portugal de maintenir le budget du POSEI au même niveau que celui de la programmation précédente. Le Parlement européen s'était pourtant exprimé à plusieurs reprises en faveur de cette demande. La Grèce avait aussi apporté son soutien. En termes budgétaires, cette décision, si elle se confirmait, signifierait une baisse de 11M€ pour les RUP françaises.

Une telle position apparaît incompréhensible car elle est en totale contradiction avec les annonces faites en juin 2018 par M. Phil HOGAN, alors Commissaire européen à l'agriculture, et par son successeur M. Janusz WOJCIECHOWSKI qui s'étaient tour à tour engagés à soutenir le maintien du budget POSEI pour la prochaine programmation 2021-2027.

Monsieur le Président, la France doit tout entreprendre pour qu'il y ait un maintien de l'enveloppe agricole consacrée aux RUP. Si tel n'était pas le cas, les conséquences seraient dramatiques en Outre-mer pour le développement de la production locale, les filières exportatrices et la sécurité alimentaire de nos territoires éloignés. De plus, la survie des agriculteurs récemment installés serait en jeu du fait de la remise en cause du plan financier de leur exploitation déjà très durement impacté par la crise sanitaire COVID. La baisse du POSEI compromettrait l'objectif de vraie souveraineté alimentaire de nos Outre-mer que vous aviez fixé, notamment lors de votre déplacement à La Réunion en octobre 2019, en prônant la structuration de ces filières.

Monsieur le Président, il est essentiel que vous demandiez au Gouvernement de peser de tout son poids politique auprès de la Commission européenne afin que celle-ci revienne sur cette diminution du POSEI notamment avant le nouveau conseil « Agriculture et pêche » devant se tenir les 19 et 20 octobre prochains à Luxembourg.

En vous remerciant par avance de votre action déterminée en faveur du développement de nos territoires ultramarins, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

**David LORION**

